

Christophe Guilluy : «Avec le mot «apartheid», Valls pose la question identitaire»



<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/01/22/31003-20150122ARTFIG00104-christophe-guilluy-avec-le-mot-apartheid-valls-pose-la-question-identitaire.php>



Crédits photo : Sébastien SORIANO/Le Figaro

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Le géographe réagit aux propos du premier ministre concernant l'«apartheid» qui sévirait en France.

Christophe Guilluy est géographe et consultant auprès de collectivités locales et d'organismes publics. Il est l'auteur de La France périphérique¹ (Flammarion, 2014)

PROPOS RECUEILLIS PAR **ALEXANDRE DEVECCHIO**

Lors de ses vœux à la presse, le premier ministre a parlé d'«apartheid social, ethnique et territorial» en France. Ces mots vous paraissent-ils bien choisis?

Christophe GUILLUY: Le mot «apartheid» dépasse très largement sa pensée. Il est évident que nous ne sommes pas en Afrique du Sud: une certaine forme de mixité demeure. Mais je crois que le premier ministre était tout à fait conscient de son exagération. C'est, pour lui, une manière de dire: «je regarde la réalité en face!» À travers cette expression, il a voulu frapper un grand coup, en particulier en direction d'une certaine gauche qui refuse de voir une réalité qui est sous nos yeux depuis près de trois décennies. Il a également voulu mettre en garde contre le risque qui est devant nous: celui d'une société de plus en plus fracturée. Il ne faut pas oublier que Manuel Valls

est un élude banlieue et qu'il a parfaitement conscience des dynamiques séparatistes à l'œuvre, de l'homogénéisation ethnique et culturelle de certains territoires. On se souvient notamment de sa petite phrase sur le manque de Blancs à Évry.

En employant également le mot «ethnique», a-t-il cherché à briser un tabou?

Le mot «ethnique» est réducteur, mais Valls cherche probablement à affronter une réalité plus large: celle de l'angoisse identitaire ou de l'insécurité culturelle. Celle-ci ne peut pas se résumer à une question de couleur de peau. Il faut, par exemple, souligner que dans la France périphérique que je décris, il y a les DOM-TOM et que la Guadeloupe est, elle aussi, confrontée à cette nouvelle forme d'insécurité à travers la question de l'immigration dominicaine ou haïtienne. La question identitaire se pose donc à tous les Français qu'ils soient blancs, noirs, juifs, chrétiens ou musulmans. C'est une question universelle. Manuel Valls a raison de se la poser.

En employant le mot «apartheid», le premier ministre semble suggérer qu'il y a une logique étatique derrière le séparatisme. Est-ce vraiment le cas?

Non, la nouvelle géographie sociale qui se dessine n'est pas due à une logique étatique. Elle est avant tout le fruit de dynamiques économiques, migratoires et démographiques. Des dynamiques qui rejoignent des enjeux culturels et identitaires. Dans un contexte de mondialisation, «la machine économique» a besoin de cadres qui travaillent dans des secteurs de pointe et d'immigrés à «exploiter» dans les services, tous réunis dans les grandes métropoles. Les logements sociaux des grandes villes se sont peu à peu spécialisés dans l'accueil des flux migratoires que les catégories populaires, d'origine française ou d'immigration plus ancienne, pourtant éligibles au parc social, cherchent à éviter. Celles-ci se répartissent désormais au-delà des métropoles dans la «France périphérique», celle des petites villes, des villes moyennes ou des zones rurales.

Il faut accepter l'idée qu'une société multiculturelle soit de fait une société sous tension. Ces tensions ne vont pas disparaître dans les dix ans à venir. En revanche, l'enjeu est de faire en sorte qu'elles soient le plus basses possible et qu'elles ne débouchent pas sur de véritables conflits.

Selon un rapport publié en 2014, 75 % des Français pensent qu'«il y a trop d'immigrés» et 60 % qu'«on ne se sent plus chez soi comme avant en France». Cela a des conséquences concrètes sur la spécialisation ethno-culturelle de certains territoires. Selon leur catégorie sociale ou leur appartenance culturelle, les Français adoptent des stratégies d'évitement: «On choisit d'habiter une zone résidentielle, même très éloignée des centres, plutôt que dans un quartier sensible, on sélectionne très attentivement le collège de ses enfants, etc.» Cela concerne l'ensemble des Français, quelles que soient leurs origines. En aucun cas l'État n'a cherché à organiser cela. Au contraire, la logique de la politique de la ville visait à atténuer ce processus. Mais celui-ci est pour l'instant plus fort que toutes les politiques publiques.

Après la vague d'attentats qui a frappé la France, on pourrait d'ailleurs voir resurgir la politique de la ville. Est-ce une réponse qui vous paraît adaptée?

Contrairement à beaucoup, je pense que la politique de la ville a été relativement efficace. Il faut bien analyser ces zones urbaines sensibles comme des territoires en flux permanent où la plupart des gens ne font que passer. Il s'agit souvent pour la population immigrée d'une étape dans le cadre d'une ascension sociale. La politique de la ville a accompagné ce mouvement et permis de concentrer certains budgets et certaines politiques publiques sur des territoires particulièrement déshérités. Mais elle ne permet pas de contrecarrer la réalité de la concentration des flux migratoires dans les quartiers de logements sociaux des grandes métropoles. Elle ne permet pas non plus de résoudre les enjeux culturels et identitaires qui en sont nés.

Alors que faire?

Il faut d'abord faire le bon diagnostic: le modèle économique et social mondialisé et multiculturel actuel aboutit à ces grands clivages, à ce séparatisme. C'est un phénomène européen. Le discours de Valls pourrait d'ailleurs être celui de David Cameron ou d'Angela Merkel. Soit on considère que ce système, fondé sur l'ouverture des frontières, fonctionne pleinement, soit on considère qu'il génère du ressentiment, notamment parce qu'il ne crée pas assez d'emplois particuliers dans la France périphérique. Dans ce cas, il faut se questionner sur nos choix et inventer un modèle, non pas alternatif, mais complémentaire. Un modèle qui permettrait de protéger les classes populaires sans pénaliser les grandes métropoles. Mais ne rêvons pas et sortons de l'infantilisation. Les attentats contre Charlie Hebdo et la communauté juive et de Montrouge datent d'il y a à peine quinze jours et on voudrait trouver une solution dès à présent. Il faut accepter l'idée qu'une société multiculturelle soit de fait une société sous tension. Ces tensions ne vont pas disparaître dans les dix ans à venir. En revanche, l'enjeu est de faire en sorte qu'elles soient le plus basses possible et qu'elles ne débouchent pas sur de véritables conflits.

La rédaction vous conseille :

La France périphérique: le livre que doit lire Nicolas Sarkozy²

«Petits Blancs» contre bobos: pourquoi FigaroVox avait raison³

Christophe Guilluy: «Cyniquement, nos dirigeants ont enterré les classes populaires»⁴



Alexandre Devecchio

auteur 52 abonnés

Journaliste au FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @Alex_devecchio

Liens:

- 1 <http://www.amazon.fr/Peripherique-Comment-sacrifi%C3%A9-classes-populaires/dp/2081312573>
- 2 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/09/19/31001-20140919ARTFIG00453--la-france-peripherique-le-livre-que-doit-lire-nicolas-sarkozy.php>
- 3 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/03/28/31001-20140328ARTFIG00395-petits-blancs-contre-bobos-pourquoi-figarovoix-avait-raison.php>
- 4 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/06/06/31001-20140606ARTFIG00247-christophe-guilluy-cyniquement-nos-dirigeants-ont-enterre-les-classes-populaires.php>